

**COLLECTIVITE TERRITORIALE DE LA MARTINIQUE
VILLE DU VAUCLIN**

**PROCÈS VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 24 juillet 2023 à 18h00**

I - Procès-verbal du 24 juillet 2023

Membres Présents : 21

M. Georges CLÉON Président de séance
M. Ernest JEAN-LAMBERT Secrétaire de séance
M. Jimmy FARREAU, Mme Tulie TONNET, M. François BABO, Mme Odile RÉSIDENT, M. Tony DAVIDAS, Mme Nathalie CANCORIET, Mme RÉSIDENT Fiona, Mme Marlène MAINGÉ, M. Ludovic OCCOLIER, Mme Moïse PIERRE-LOUIS, M. Lyvail ZACHARIE, M. Jekhiel MELCHIOR, Mme Elodie BAPTE, Mme Samantha ZAMOR, M. Fernand ODONNAT, Mme Mireille VOLTINE, M. Alex AUGUSTE-CHARLERY, Mme Lucie LEBRAVE, Mme JEAN-MARIE Jeannie.

Membres absents ayant donné procuration : 3

M. Chantal MINOT donne pouvoir à Mme Elodie LUTHBERT
Mme Fionna RESIDANT donne pouvoir à Teddy POPULO
Mme Christiane MORAND donne pouvoir à Moïse PIERRE-LOUIS

Membres absents : 3

Mme Sandra BRUNO
M. Albany JEAN-GILLES
Mme Ghislaine SÉNÉLY

Il est procédé à l'appel nominal par Mme Mélissa ABOUÉ-ZAMBO, Directrice Générale des Services.

Le Quorum étant atteint la séance commence. Le Président déclare la séance ouverte.

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil. M. Ernest JEAN-LAMBERT a été désigné à l'unanimité des suffrages moins trois abstentions, pour remplir ces fonctions, qu'il a acceptées.

Les questions inscrites à l'ordre du jour sont ensuite examinées.

ORDRE DU JOUR

I DIRECTION GENERALE

- 1 - Examen et adoption du Procès-Verbal du 6 mars 2023. P 3 à 15
- 2 - Examen et adoption du Procès-Verbal du 9 juin 2023. P 15 à 29
- 3 - Participation au Congrès des maires. P 30
- 4 - Convention de mise à disposition du site de la Pointe Faula pour la tenue du Baccha Festival les 12 et 13 août. P 30 (Annexe I).

II DIRECTION RESSOURCES ET MOYENS

- 5 – Attribution du mandat à la SPL Martinique Aménagement et Equipement pour la réalisation des études préalables et du programme de rénovation du stade municipal. P 31 (Annexe 2)
- 6 – Rencontre des Vauclinois de France - Prise en charge de billets d'avion. P 31
- 7 - Attribution d'une subvention à la Fédération des yoles rondes dans le cadre du Tour des yoles 2023. P 31 (Annexe 3)
- 9 – Convention d'adhésion 2023 au service médecine préventive du Centre de Gestion de Fonction Publique Territoriale de Martinique – Autorisation de signature. P 32 (Annexe 4)

III DIRECTION DEVELOPPEMENT URBAIN DURABLE

- 10 – Transfert de domanialité des 50 pas géométriques : avis sur le zonage. P 33 à 35 (Annexe 5)
- 11 – Lancement d'une procédure d'abandon manifeste – A 228. P 36 à 37

IV DIRECTION RELATIONS DE PROXIMITES ET VIE LOCALE

- 12 – Convention de mise à disposition d'équipements sur le port de pêche. P 38 (Annexe 6)
- 13 – Tarifs école municipale de natation. P 38 à 39
- 14 – Tarifs d'occupation temporaire sur le domaine de la ville. P 39 à 41

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, Cher(e) Collègue, l'expression de ma parfaite considération.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE LA MARTINIQUE
VILLE DU VAUCLIN

PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 6 mars 2023 à 18h00

2- Procès-verbal du 6 mars 2023

M. Le Président ouvre le débat :

Il n'y a pas de demande d'intervention. Le président met aux voix.

VOTE :

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

3- Procès-verbal du 9 juin 2023

M. Le Président ouvre le débat :

Mme VOLTINE dit que le procès-verbal doit respecter fidèlement les propos tenus lors des séances mais qu'elle remarque que cela est fait uniquement quand cela arrange la majorité en place.

VOTE :

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés, moins quatre voix contre.

3 - PARTICIPATION DES ELUS AU CONGRES DES MAIRES

Mme RÉSIDANT expose :

« Le congrès des maires se tiendra en France du 21 au 23 Novembre 2023.

A cette occasion, les élus suivants : Odile RÉSIDANT, Tony DAVIDAS, Chantal MINOT et Marlène MAINGÉ feront le déplacement.

Il est donc demandé aux élus du conseil municipal de bien vouloir valider la prise en charge aux frais réels des frais de déplacements, d'hébergement et de missions des élus durant leur séjour ».

M. Le Président ouvre le débat :

Il n'y a pas de demande d'intervention. Le président met aux voix.

VOTE :

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés moins une abstention.

4 - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU SITE DE LA POINTE FAULA POUR LA TENUE DU BACCHA FESTIVAL LES 12 ET 13 AOUT 2023.

M. DAVIDAS expose :

« Comme chaque année, SOLD OUT SYSTEM et COM MEDIA GROUP prévoient d'organiser le Baccha Festival sur la plage de la Pointe Faula les 12 et 13 août 2023. Il s'agit du plus important festival de musique de notre territoire en termes d'affluence et la ville souhaite continuer à l'accompagner tout en préservant cet espace naturel.

Ainsi, conformément au Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, il convient de cadrer la mise à disposition du site de la Pointe Faula car toute occupation privative du domaine public se veut précaire et temporaire.

Il est donc demandé au Conseil Municipal de bien vouloir valider et autoriser le Maire à signer le projet de convention joint (Voir Annexe 1) ».

M. Le Président ouvre le débat :

M. DAVIDAS apporte une modification disant que dans la convention il faut lire M. Gilles DUPROS représentant de l'association SOLD OUT SYSTEM SARL et non M. Karl MELAN.

Mme JEAN-MARIE dit que l'an dernier elle a eu l'occasion d'aller au Baccha Festival, et n'a pas retrouvé dans la convention l'importance de la manifestation ; quand elle compare avec celle du Tour des Yoles, elle la trouve moins complète, et demande de la compléter en expliquant le rôle de tout un chacun, afin d'éviter tout problème.

M. DAVIDAS dit qu'il rejoint l'analyse de Mme JEAN-MARIE, en expliquant que la convention présentée concerne uniquement la mise à disposition du site de la Pointe Faula, car la ville n'est pas organisatrice, mais partenaire de cet événement. La ville se voit obligée de faire une convention car l'événement a lieu sur le territoire de la ville.

Mme JEAN-MARIE dit avoir compris la convention mais concernant la sécurité, elle ne voit rien.

M. DAVIDAS répond qu'il ne s'agit pas du dossier de sécurité, et que toutes les informations concernant la sécurité se trouvent sur un dossier à part, et qu'il sera possible de consulter ce dossier dès que la ville l'aura.

Mme JEAN-MARIE dit qu'en lisant la convention, elle comprend qu'il s'agit d'une petite manifestation alors que c'est un festival.

M. LE MAIRE dit que le dossier sécurité du Baccha Festival, est toujours en cours de discussion entre la Préfecture, les organisateurs et la ville. Quand toutes les réunions seront finies, un document sera transmis et ils pourront le consulter.

M. AUGUSTE-CHARLERY dit s'être présenté sur le site de la Pointe Faula après le Baccha Festival et qu'il a trouvé beaucoup de seringues. Il dit que ce festival n'est pas bien vu, et quand il voit tout ce qui se passe, il trouve que ce n'est pas normal que ça se passe sur le territoire de la ville : quand il voit ce qu'obtient la ville, il trouve cela déplorable et est contre à 100%. Compte tenu de tout ce qui se passe en ce moment dans le monde, comme la vie est difficile, comme se comportent les jeunes, cette manifestation n'a pas sa place au Vaucilin. Il y a plus d'étrangers que de jeunes Vaucilinois. Il est contre cette manifestation et même s'il était dans la majorité son avis ne changerait pas.

Mme VOLTINE demande ce qu'il en est des différents accès dans le bourg, car dans les années précédentes elle a été bloquée et a rencontré beaucoup de difficultés pour se rendre au domicile de sa mère âgée qui a besoin de ses enfants pour la garder le week-end. A chaque fois elle se fait lyncher alors qu'elle est une élue et citoyenne du Vaucilin. Elle espère que la ville, va mieux gérer les accès, afin qu'il n'y ait pas de problème pour circuler librement dans le bourg.

M. DAVIDAS présente d'une part ses excuses à Mme VOLTINE pour les difficultés qu'elle a eu les précédentes années à rejoindre le domicile de sa mère pour lui fournir les soins nécessaires, et reconnaît que c'est obligatoire de le faire. Il lui propose en cas de soucis cette année de l'appeler pour débloquer sa situation. Il reconnaît que c'est inadmissible qu'en tant qu'élue, elle se voit refuser l'entrée du bourg. Une voie de circulation est spécialement réservée aux élus, et aux personnels soignants. En cas de problème, il demande de l'appeler. Il dit qu'on ne peut pas mettre en place de pass car il y a facilité à reproduire et ce n'est pas une méthode fiable.

Mme JEAN-MARIE propose de faire des laisser passer nominatifs pour les élus, afin de leur permettre d'avoir accès au bourg.

M. LE MAIRE dit que tous les élus qui ont fourni une photo à son secrétariat, devraient avoir une carte d'élus municipal fourni par la Préfecture. Il leur demande de faire le nécessaire si ce n'est pas déjà le cas.

M. DAVIDAS explique que c'est une obligation de créer une zone rouge, afin de sécuriser la ville.

M. LE MAIRE dit que les riverains qui habitent dans le bourg peuvent avoir accès à leur domicile avec une pièce justificative. Et pour la carte d'élus, le délai est trop court pour la préfecture mais en fournissant une photo, une carte provisoire leur sera remise.

M. ODONNAT fait deux propositions. Une de faire un pass, et l'autre de faire une liste avec le nom des différents élus de la ville, qui présenteront leur pièce d'identité aux différents barrages. Il dit à M. DAVIDAS qu'il le remercie pour sa proposition d'appel, mais ne le fera pas pour éviter de trop le déranger.

M. DAVIDAS répond qu'ils ont déjà mis en place ses idées et que cela n'a pas fonctionné, et que cela crée des embouteillages compte tenu du temps de vérification. La ville sera fermée car c'est une obligation sécuritaire.

M. FARREAUX dit qu'il est demandé une photo pour avoir une carte d'élus municipal, ce qui permet d'avoir un pass pour le Tour des Yoles et le Baccha Festival.

Mme JEAN-MARIE demande quand aura lieu la prochaine réunion d'organisation du Baccha Festival et qui peut participer à celle-ci.

M. DAVIDAS lui répond que la réunion de commission de sécurité aura lieu à la Préfecture et que tout le monde n'est pas autorisé à participer. Il dit que les éléments seront partagés en cas de demande.

M. LE MAIRE dit que c'est une réunion organisée par la Préfecture et non par la ville.

VOTE :

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés moins une voix contre et trois abstentions.

II DIRECTION RESSOURCES ET MOYENS**5 - ATTRIBUTION D'UN MANDAT A LA SPL MARTINIQUE AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT POUR LA REALISATION DES ETUDES PREALABLES ET DU PROGRAMME DE RENOVATION DU STADE MUNICIPAL.****M. FARREAUX expose :**

« Par délibération du 08 avril 2019, la ville du Vauclin a décidé de participer au capital de la SPL Martinique Aménagement ce qui lui permet de recourir aux services de cette structure selon les principes du « in-house » c'est-à-dire sans publicité et sans mise en concurrence. Ainsi compte tenu de la nécessité d'entamer rapidement les travaux de rénovation de la tribune du stade, la ville souhaite confier le mandat relatif à la réalisation des études préalables et du programme de cette opération à la SPL Martinique Aménagement et Equipement (Voir Annexe).

Il est donc demandé aux élus de bien vouloir valider et permettre au Maire de signer la convention de mandate ci-jointe ».

M. Le Président ouvre le débat :

Il n'y a pas de demande d'intervention. Le président met aux voix.

VOTE :

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

6 – RENCONTRE DES VAUCLINOIS DE FRANCE – PRISE EN CHARGE DE BILLETS D'AVION.**Mme RÉSIDENT expose :**

« Comme chaque année, les élus iront à la rencontre des Vauclinois de France le samedi 24 novembre 2023. Cet évènement se tiendra à Bonneuil.

Une animation « Chanté Nwel » sera proposée lors de la manifestation par le groupe Ravine Plate qui profitera de l'occasion pour lancer sa caravane dans les villes de France.

Ainsi, la ville se propose de prendre en charge une partie de leurs frais de déplacement à savoir trois billets d'avion A/R dans la limite de 3000€.

Il vous est demandé de bien vouloir valider la prise en charge de billets d'avion pour le groupe Ravine Plate ».

M. Le Président ouvre le débat :

Il n'y a pas de demande d'intervention. Le président met aux voix.

VOTE :

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

**7 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA FEDERATION DES YOLES
RONDES DANS LE CADRE DU TOUR DES YOLES 2023**

M. DAVIDAS expose :

« Le tour des yoles 2023 aura lieu du 30 juillet au 06 août. Comme à l'accoutumée, la ville du Vauclain accueillera une arrivée (le 02 août) et un départ (le 03 août). Dans ce cadre et comme les autres villes étapes, la ville est sollicitée pour attribuer une subvention à l'association d'un montant de 5000 euros afin de financer la manifestation. (Voir Annexe).

Il est donc demandé aux membres du Conseil Municipal de bien vouloir valider cette demande de subvention et permettre au Maire de signer tous les documents afférents ».

M. Le Président ouvre le débat :

Il n'y a pas de demande d'intervention. Le président met aux voix.

VOTE :

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

**8 - CONVENTION D'ADHESION 2023 AU SERVICE MEDICINE PREVENTIVE
DU CENTRE DE GESTION DE FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE
MARTINIQUE - AUTORISATION DE SIGNATURE.**

M. FARREAU expose :

« La Ville du Vauclain procède, suite à la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, et au décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale, à la signature de la convention d'adhésion 2023 qui a pour objet de définir les modalités de fonctionnement de la médecine préventive mis à disposition par le Centre de Gestion de Martinique.

A titre d'information le montant voté pour l'année 2023 par le Conseil d'Administration du centre de Gestion de Martinique est de 71.70 euros la visite préventive par agent (Voir Annexe).

Aussi, il est demandé au Conseil municipal :

- D'autoriser le renouvellement d'adhésion de la ville du Vauclain au service de médecine préventive du Centre de Gestion de Martinique.

- De donner mandat au Maire pour signer la convention d'adhésion ».

M. Le Président ouvre le débat :

Il n'y a pas de demande d'intervention. Le président met aux voix.

VOTE :

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

III DIRECTION DEVELOPPEMENT URBAIN DURABLE

9 – TRANSFERT DE DOMANIALITE DES 50 PAS GEOMETRIQUES : AVIS SUR LE ZONAGE.

M. FARREAUX expose.
« Transfert de domanialité des 50 pas géométriques : avis sur le zonage

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Vu l'article 27 – III – 2° de la loi n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 portant actualisation du droit des outre-mer, qui stipule : « Au plus tard le 1er janvier 2025, et après consultation des collectivités territoriales concernées, Les terrains relevant du domaine public de l'Etat dans les espaces urbains et les secteurs occupés par une urbanisation diffuse de la zone des cinquante pas géométriques de la Martinique, délimités en application du VI du présent article, sont transférés, par arrêté du représentant de l'Etat, en pleine propriété dans le domaine public de la collectivité territoriale de Martinique à l'exclusion des emprises affectées par l'Etat à l'exercice de ses missions. Ce transfert s'opère à titre gratuit et ne donne lieu ni au versement de la contribution prévue à l'article 879 du code général des impôts, ni à la perception d'impôts, de droits ou de taxes de quelque nature que ce soit. A cette même date, la collectivité territoriale de Martinique est substituée à l'Etat dans l'ensemble des droits et obligations afférents aux biens qui lui sont transférés, ainsi que pour l'exercice des compétences foncières associées à ces biens. »

Considérant que le VI du même article prévoit qu' « au plus tard le 1er janvier 2024, en vue du transfert prévu au III, un décret en Conseil d'Etat délimite, après avis des communes et, selon le cas, du conseil régional de la Guadeloupe et de la collectivité territoriale de Martinique, à l'intérieur de la zone des cinquante pas géométriques, d'une part, les espaces urbains et les secteurs occupés par une urbanisation diffuse, d'autre part, les espaces naturels. Cette délimitation prend en compte l'état d'occupation du sol. »

Après analyses des documents administratifs et graphiques soumis, les observations suivantes sont émises : (voir cartes en annexes)

N° de Page du dossier Etat	Référence cadastrale	Zonage		Observations
		Origine	Nouvelle délimitation	
86	AB 94	UD et N	UD et N	Les parcelles vides et espaces publics devant être transférés ne sont pas identifiés.
87	D 1968	N	U	Demande de correction de l'erreur matérielle sur la carte faisant apparaître la parcelle en zone U.
91	C 294	U	U	La Ville va introduire une demande de cession gracieuse.
	C 295	N	U	Avis favorable pour le déclassement. La Ville va introduire une demande de cession gracieuse.
93	A 425	U	U	Parcelle recensée par le dossier comme à transférer. Demande de vérification et, le cas échéant, de retrait de la liste des transferts, car au

Considérant que le zonage proposé est globalement conforme aux occupations du sol et bâtis existants,

96	T 444	N	UD	Avis favorable pour le déclassement partiel de la parcelle. Demande de révision des limites proposées car exclusion de plusieurs constructions au sud de la zone déclassée.
95	B 996	Hors zone	UD	Parcelle recensée par le dossier comme à transférer. Demande de retrait de la liste des transferts, car au cadastre : propriété de la Ville.
94	B 250	U	U	La Ville va introduire une demande de cession gracieuse.
	B 218	U	U	Parcelle recensée par le dossier comme à transférer. Demande de vérification et, le cas échéant, de retrait de la liste des transferts, car au cadastre : propriété de M. Régis Ignace SAINT-VAL et Mme Monique Norbert BELLONNE.
	B 217	U	U	Parcelle recensée par le dossier comme à transférer. Demande de vérification et, le cas échéant, de retrait de la liste des transferts, car au cadastre : propriété de Mme Rosemonie Véronique VASTE JONCART.
	B 492	U	U	Parcelle recensée par le dossier comme à transférer. Demande de vérification et, le cas échéant, de retrait de la liste des transferts, car au cadastre : propriété de Mmes Jean-Hélène NUBUL QUION-QUION et Mariève Nathalie QUION-QUION MOSTEGHANEMI.
	B 487	U	U	Parcelle recensée par le dossier comme à transférer. Demande de vérification et, le cas échéant, de retrait de la liste des transferts, car au cadastre : propriété de Mme Jean-Hélène NUBUL QUION-QUION.

Considérant que le zonage proposé est globalement conforme à la politique d'aménagement portée par la commune.

Il vous est demandé :

- D'émettre un avis favorable, assorti des réserves précédemment exposées, à la cartographie du zonage qui a été soumise pour avis
- De donner mandat au Maire pour signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération ».

M. Le Président ouvre le débat :

Il n'y a pas de demande d'intervention. Le président met aux voix.

VOTE :

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

10 - LANCEMENT D'UNE PROCEDURE D'ABANDON MANIFESTE - A 228.

M. FARREAUX expose.

« Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment les articles L 2243-I et suivants,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Lorsque des immeubles ou parties d'immeubles, installations ou terrains sans occupants à titre habituel ne sont manifestement plus entretenus, le Maire peut engager une procédure de déclaration du bien en état d'abandon manifeste.

Cette procédure permet à la Commune de prendre possession, sous certaines conditions, de l'immeuble déclaré en état d'abandon manifeste afin d'y réaliser un projet.

La parcelle cadastrée section A n°228, située à proximité de la place Saint Jean Baptiste, se trouve actuellement partiellement en friche et supporte un reste de construction abandonnée à l'intérieur de laquelle pousse désormais la végétation.



La Ville a déjà été contrainte de se substituer aux propriétaires de cette parcelle pour la destruction d'une portion d'immeuble qui menaçait ruine ainsi que l'entretien des espaces verts.

La municipalité a, par ailleurs, un projet d'installation de latrines publiques automatiques afin de remplacer celles qui sont situées en dessous du parking de la place Saint Jean Baptiste, lesquelles sont très vétustes et non conformes aux règles PMR.

Pour maîtriser ce foncier la Ville souhaite engager une procédure de déclaration de la parcelle concernée en état d'abandon manifeste.

Cette procédure est engagée à la demande du Conseil Municipal par le Maire qui, par un procès-verbal provisoire, constate l'état d'abandon manifeste et précise la nature des travaux indispensables à y effectuer pour faire cesser l'état d'abandon.

A l'issue d'un délai de trois mois, à compter de l'exécution des mesures de publicité, le Maire constate par un procès-verbal définitif l'état d'abandon manifeste de l'immeuble. Cette procédure ne peut être poursuivie si le propriétaire a réalisé les travaux prescrits dans le délai qui lui était imparti.

Ce n'est qu'à l'issue de ce délai que le Maire peut saisir le Conseil municipal à qui il revient de décider s'il y a lieu de déclarer la parcelle en état d'abandon manifeste, et d'en poursuivre l'expropriation au profit de la Commune dans les conditions prévues au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Il vous est donc demandé de :

- Valider le lancement de la procédure de déclaration en état d'abandon manifeste de la parcelle cadastrée section A n° 228
- Autoriser le Maire à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de ladite procédure ».

M. Le Président ouvre le débat :

Il n'y a pas de demande d'intervention. Le président met aux voix.

VOTE :

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés, trois abstentions.

IV DIRECTION RELATIONS DE PROXIMITÉS ET VIE LOCALE

I I - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENT SUR LE PORT DE PECHE TERRITORIAL DU VAUCLIN.

M. BABO expose :

« La CTM a actualisé la convention de mise à disposition des équipements se trouvant sur le port de pêche territorial du Vauclin. (Voir Annexe).

Cette convention :

- recense tous les équipements mis à la disposition des marins pêcheurs et des usagers du port,
- précise les obligations de la CTM et de la Ville vis-à-vis de ces équipements

Il est demandé aux membres du Conseil Municipal d'approuver la signature de cette présente convention ».

M. Le Président ouvre le débat :

Il n'y a pas de demande d'intervention. Le président met aux voix.

VOTE :

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

12 – TARIF DE L'ECOLE MUNICIPALE DE NATATION.

M. FARREAUX expose.

« Les tarifs de l'école de natation n'ont pas évolué depuis plusieurs années et ne sont plus en relation avec le service rendu et les pratiques des communes avoisinantes.

Les tarifs actuellement pratiqués sont les suivants :

Activité	Prix mois en €	Prix trimestre en €
Aquagym	20€	50€
Aquagym pour membres assos seniors		30€
Natation	20€	50€

Il convient de noter que des droits d'inscriptions sont demandés à hauteur de 15€. Aussi, pour les personnes âgées membres d'associations seniors, le tarif des activités est ramené à 30 € l'année.

Pour mémoire :

Activité au François	Prix en €	Prix trimestre en €
Aquagym	25€ /mois	78€
Natation		78€
Stage 1 semaine	50€ / semaine	

Activité au Saint-Esprit	Prix en €
Natation	300€ / an
Aquagym	8€ / séance

Les propositions que nous soumettons à votre approbation sont les suivantes :

Activité	Prix en €
Aquagym	70€ / trimestre
Aquagym pour les membres d'association seniors	60€ / trimestre
Aquagym	7€ / séance
Natation	70€ / trimestre
Stage 1 semaine	35€ / semaine

La progression des tarifs proposés, bien que de 40% n'est que de 20€ par trimestre.

Il est donc demandé aux membres du Conseil Municipal de bien vouloir valider ces nouveaux tarifs ».

M. Le Président ouvre le débat :

Il n'y a pas de demande d'intervention. Le président met aux voix.

VOTE :

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

13 – TARIF D'OCCUPATION TEMPORAIRE SUR LE DOMAINE DE LA VILLE.

M. BABO expose :

« Les tarifs d'occupation du domaine municipal n'ont pas été revus depuis 2015 voire 2013 pour certains d'entre eux. Ils ne correspondent plus aujourd'hui ni à une réalité économique des bénéficiaires, ni aux dispositions prises par les communes environnantes pour des redevances comparables.

Ainsi, le service animation du territoire propose

- Une révision globale de ces tarifs
- Une redéfinition des catégories correspondant mieux aux réalités des commerçants que nous accueillons et aux manifestations que nous organisons.

REVISION DES TARIFS SUR LE DOMAINE PUBLIC DE LA VILLE

MANIFESTATIONS	TARIFS PRATIQUÉS / JOUR	PROPOSITIONS
Marché de Noël	1 stand : 100 € 1/2 stand : 60 € Petite marchande de (- 9m²) : 30 € Petite marchande payant déjà un tarif mensuel : 15 € 1/4 stand : 80 € 1/2 : 120 € I stand : 200 €	Boucherie / poissonnerie : 150 € Artisanat : 60 € Transformation : 60 € Restauration (1 chapitreau) : 100 €
Foire / Marché de juillet	1 stand : 200 € 1/2 : 120 € 1/4 stand : 80 € mensuel : 15 € Petite marchande payant déjà un tarif	Boucherie / poissonnerie : 150 € Artisanat : 60 € Transformation : 60 € Restauration (1 chapitreau) : 100 € Echoppes / snacks extérieurs : 200 € Petite marchande (- 9m²): 30 € Petite marchande payant déjà un tarif mensuel : 15 € Petite marchande (de 9m² à 12 m²) : 45 € Table de jeux : (- 3 m²) : 30 € Forain : 300 € Snack exerçant sur l'esplanade : 50 €
Fête patronale (3 jours dont 1 W-E)	Echoppe /snack : 200 € Petite marchande (- 9m²): 30 € Petite marchande payant déjà un tarif mensuel : 15 € Petite marchande (de 9m² à 12 m²) : 45 € Table de jeux : (- 3 m²) : 30 € Forain : 300 € Snack exerçant sur l'esplanade : 50 €	Echoppe / snack : 300 € Petite marchande : 100 € pour 9 m² Petite marchande : 80 € pour 6 m² Tables de jeux et itinérants (parasols) : 50 € Tarifs supplémentaires au m² : • Echoppes / snacks : 15 € • Petite marchande : 10 € • Pacotilleur : 7 €
Course de yoles (étape)	Echoppe / snack : 300 € pour 34 m² Petite marchande : 100 € pour 9 m² Petite marchande : 80 € pour 6 m² Pacotilleurs : 80 € pour 6 m² Tables de jeux et itinérants (parasols) : 50 € Petite marchande avec électricité et bière : 100 € Petite marchande avec électricité, sans bière : 75 € Petite marchande sans électricité, sans alcool : 25 € Petite marchande sans électricité avec alcool : 50 €	Echoppe / snack : 300 € Pacotille : 80 € Jeux : 50 €

	• Parking non surveillé : 2 €	
Parade du Sud et autres manifestations sur le domaine public		Echoppe / snack : 200 € Pacotille : 80 € Jeux : 25 ou 50 € Petite marchande avec électricité et bière : 100 € Petite marchande avec électricité, sans bière : 75 € Petite marchande sans électricité, sans alcool : 25 € Petite marchande sans électricité avec alcool : 50 €

Il est donc demandé aux membres du Conseil Municipal de bien vouloir valider les nouveaux tarifs proposés ».

M. Le Président ouvre le débat :

Mme JEAN-MARIE demande si la ville est passée d'une tarification de surface, à une tarification par activité. Est-ce qu'il y a un prix pour les associations ?

M. BABO explique un peu le tableau avec les différents changements.

M. Le Maire suite aux observations de Mme JEAN-MARIE, propose d'ajouter un tarif spécifique pour la vente de produits agricoles.

VOTE :

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

Fin de séance 19h35